

M. le Président,

Il est impossible d'être ici, de parler depuis cette tribune au nom de Cuba et de ne pas évoquer des moments historiques de l'Assemblée Générale qui font aussi partie de notre mémoire la plus précieuse : Fidel Castro, Ernesto Guevara, Raúl Castro Ruz et le Chancelier de la Dignité, Raúl Roa, pour n'en citer que quelques-uns, ont apporté ici non seulement la voix de notre peuple, mais aussi celle d'autres peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, africains, asiatiques et non alignés avec lesquels nous avons partagé plus de cinquante ans de lutte pour un ordre international juste, qui est encore loin d'être atteint. C'est absurde, mais cohérent avec l'irrationalité d'un monde où les 0,7% plus riches de la population peuvent s'approprier 46% de toutes les richesses, alors que les 70% plus pauvres n'y ont accès qu'à 2,7% ; 3 460 millions d'êtres humains survivent dans la pauvreté ; 821 millions souffrent de faim ; 758 millions sont analphabètes et 844 millions ne disposent d'aucune eau potable, chiffres qui bien entendu sont élaborés et gérés par des organisations mondiales mais qui ne semblent pas encore pouvoir mobiliser suffisamment la conscience de ce qu'on appelle la communauté internationale.

M. le Président,

Ces réalités, Madame la Présidente, ne sont pas le fruit du socialisme, comme le président des États-Unis l'a déclaré hier dans cette salle. Elles sont la conséquence du capitalisme, en particulier de l'impérialisme et du néolibéralisme ; de l'égoïsme et de l'exclusion qui accompagne ce système, et d'un paradigme économique, politique, social et culturel qui privilégie l'accumulation des richesses entre les mains de quelques-uns au prix de l'exploitation et de la misère des grandes majorités.

Le capitalisme a consolidé le colonialisme. Avec lui sont nés le fascisme, le terrorisme et l'apartheid. Les guerres et les conflits, les

violations de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, la répression des travailleurs, des minorités, des réfugiés et des migrants se sont développés. Cela s'oppose à la solidarité et à la participation démocratique. Les modes de production et de consommation qui les caractérisent favorisent le pillage, le militarisme, menacent la paix, génèrent des violations des droits de l'homme et constituent le plus grand danger pour l'équilibre écologique de la planète et la survie des êtres humains.

Que personne ne nous trompe en prétendant que l'humanité ne dispose pas des ressources matérielles, financières et technologiques suffisantes pour éradiquer la pauvreté, la faim, les maladies évitables et autres fléaux. Ce qui n'existe pas, c'est la volonté politique des pays industrialisés, qui ont le devoir moral, la responsabilité historique et des ressources abondantes pour résoudre les problèmes mondiaux les plus urgents.

La vérité est qu'en même temps qu'il est allégué que les fonds sont insuffisants pour atteindre les objectifs et les buts de l'Agenda 2030 ou faire face à l'impact croissant du changement climatique, en 2017, 1,74 billion de dollars ont été gaspillés en dépenses militaires, le chiffre le plus élevé depuis la fin de la Guerre Froide.

Le changement climatique est une autre réalité incontournable et une question de survie pour l'espèce humaine, en particulier pour les Petits États Insulaires en Développement. Certains de ses effets sont déjà irréversibles. Les preuves scientifiques indiquent une augmentation de 1,1 degré Celsius par rapport à la période préindustrielle, et que 9 personnes sur 10 respirent de l'air pollué.

Cependant, les États-Unis, l'un des principaux pollueurs d'hier et d'aujourd'hui, refusent d'accompagner la communauté internationale dans la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le changement climatique. Ils compromettent ainsi la vie même des générations futures et la survie des espèces, y compris l'espèce humaine. Plus

encore, comme si les menaces qui pèsent sur l'humanité et ses créations éblouissantes ne suffisaient pas, c'est un fait que l'hégémonie militaire et nucléaire se perpétue et s'étend, , au détriment de l'aspiration majoritaire des peuples à un désarmement général et complet, idéal que Cuba partage et, comme preuve de son engagement envers cet objectif, elle est devenue le 31 janvier dernier, cinquième Etat à avoir ratifié le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires.

Dans cette institution née de la volonté humaine de surmonter les destructions laissées par une guerre terrible par le dialogue entre les nations, il n'est pas possible de taire le danger qui plane sur tous, avec l'exacerbation des conflits locaux, les guerres d'agression déguisées en " interventions humanitaires ", le renversement par la force des gouvernements souverains, ce qu'on appelle les " coups d'états doux ", et l'intervention dans les affaires intérieures des autres États, formes récurrentes de l'action de certaines puissances, sous les prétextes les plus divers.

La coopération internationale pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme pour tous est un impératif ; mais sa manipulation discriminatoire et sélective liée à des prétentions de domination viole les droits à la paix, à l'autodétermination et au développement des peuples.

Cuba rejette la militarisation de l'espace et du cyberspace, ainsi que l'utilisation secrète et illégale des technologies de l'information et des communications pour agresser d'autres États.

L'exercice du multilatéralisme et le plein respect des principes et des normes du Droit International afin de progresser vers un monde multipolaire, démocratique et équitable sont des conditions préalables pour garantir la coexistence pacifique, préserver la paix et la sécurité internationales, et trouver des solutions durables aux problèmes systémiques.

Dans cette logique, le recours à la menace et à la force, l'unilatéralisme, les pressions, les représailles et les sanctions, qui caractérisent de plus en plus souvent la conduite et la rhétorique du gouvernement des États-Unis et son utilisation abusive du veto au Conseil de Sécurité pour imposer son programme politique, posent d'énormes défis et menaces au sein même des Nations Unies.

Pourquoi ne finissons-nous pas de concrétiser le renforcement promis de l'Assemblée Générale en tant que principal organe de délibération, de décision et de représentation ? Il ne faut ni retarder ni empêcher la réforme du Conseil de Sécurité, qui doit d'urgence s'adapter à l'époque en démocratisant sa composition et ses méthodes de travail.

Aujourd'hui, nous venons réitérer ce que le commandant en chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, a déclaré à l'occasion du 50e anniversaire de l'ONU et qui résume l'aspiration la plus noble de la majorité de l'Humanité. Je cite : "Nous voulons un monde sans hégémonies, sans armes nucléaires, sans interventionnisme, sans racisme, sans haines nationales ou religieuses, sans outrages à la souveraineté de tout pays, dans le respect de l'indépendance et de la libre détermination des peuples, sans modèles universels qui ne tiennent aucun compte des traditions et de la culture de toutes les composantes de l'humanité, sans blocus cruels qui tuent des hommes, des femmes et des enfants, des jeunes et des vieux, comme des bombes atomiques silencieuses".

Plus de 20 ans se sont écoulés depuis cette requête et aucun de ces maux n'a été guéri, au contraire, ils ont empiré. C'est notre droit de demander pourquoi. Et notre devoir d'insister sur la recherche de solutions effectives et justes.

M. le Président,

"Notre Amérique" est aujourd'hui le théâtre de menaces persistantes, incompatibles avec la "Proclamation de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme zone de paix", signée à La Havane par les Chefs d'État et de Gouvernement, en 2014, à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États Latino-américains et Caribéens. L'actuelle administration américaine a proclamé l'actualité de la Doctrine Monroe et dans un nouveau déploiement de sa politique impériale dans la région, elle attaque le Venezuela avec une hargne accrue.

Dans ce contexte menaçant, nous tenons à réitérer notre appui absolu à la Révolution bolivarienne et Chavista, à l'union civique et militaire du peuple vénézuélien et à son gouvernement légitime et démocratique, dirigé par le Président constitutionnel Nicolás Maduro Moros. Nous rejetons les tentatives d'intervention et de sanctions contre le Venezuela, qui visent à l'étouffer économiquement et à nuire aux familles vénézuéliennes. Nous rejetons les appels visant à isoler cette nation souveraine qui ne fait de mal à personne.

Nous rejetons également les tentatives visant à déstabiliser le gouvernement du Nicaragua, un pays de paix et où ont été réalisées de considérables avancées sociales, économiques et en matière de sécurité en faveur de sa population.

Nous dénonçons l'emprisonnement à des fins politiques de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva et la décision d'empêcher le peuple de voter et d'élire à la Présidence le dirigeant le plus populaire du Brésil.

Nous nous solidarisons avec les nations des Caraïbes qui réclament une légitime réparation des horribles séquelles de l'esclavage et le traitement juste, spécial et différencié qu'elles méritent.

Nous réaffirmons notre engagement historique en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance du peuple frère de Porto Rico. Nous appuyons la revendication légitime de souveraineté de l'Argentine sur les îles Malouines, Sandwich du sud et la Géorgie du sud.

Nous réaffirmons notre soutien sans réserve à une solution globale, juste et durable du conflit israélo-palestinien, basée sur la création de deux États, qui permette au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et d'avoir un État indépendant et souverain aux frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous rejetons l'action unilatérale des États-Unis visant à établir leur représentation diplomatique dans la ville de Jérusalem, ce qui accroît encore les tensions dans la région. Nous condamnons la barbarie des forces israéliennes contre la population civile de Gaza.

Nous réaffirmons notre solidarité sans faille avec le peuple sahraoui et notre soutien pour la recherche d'une réponse définitive à la question du Sahara Occidental, lui permettant d'exercer son droit à l'autodétermination et à vivre en paix sur son territoire.

Nous appuyons la recherche d'une solution pacifique et négociée à la situation imposée à la Syrie, sans ingérence extérieure et dans le plein respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Nous rejetons toute intervention directe ou indirecte effectuée sans l'accord des autorités légitimes de ce pays.

L'expansion continue de l'OTAN vers les frontières avec la Russie provoque de graves dangers, aggravés par l'imposition de sanctions arbitraires, que nous rejetons.

Nous demandons fermement le respect de l'accord nucléaire avec la République islamique d'Iran.

Nous nous félicitons du processus de rapprochement et de dialogue intercoréen, qui est la voie vers une paix durable, la réconciliation et la stabilité dans la Péninsule Coréenne. En même temps, nous condamnons énergiquement l'imposition de sanctions unilatérales et injustes contre la République Populaire Démocratique de Corée et l'ingérence extérieure dans les affaires coréennes.

Les violations des règles du commerce international et les mesures punitives contre de la Chine, de l'Union européenne et d'autres pays auront des conséquences néfastes, notamment pour les pays en voie de développement.

Nous plaidons pour le dialogue et la concertation, grâce auxquels nous pouvons aujourd'hui annoncer que l'accord de Dialogue Politique et de Coopération entre l'Union Européenne et Cuba est provisoirement entré en vigueur et constitue une bonne base pour développer les liens fructueux entre les parties.

M. le Président,

Le gouvernement des États-Unis maintient une rhétorique agressive envers Cuba et une politique visant à renverser le système politique, économique, social et culturel de mon pays.

Contrairement aux intérêts des deux peuples et cédant aux pressions de secteurs minoritaires, le gouvernement des États-Unis s'est appliqué à fabriquer artificiellement, sous de faux prétextes, des scénarios de tension et d'hostilité qui ne bénéficient à personne.

Cela contraste avec le fait que nous entretenons des relations diplomatiques formelles et des programmes de coopération mutuellement bénéfiques dans un groupe limité de domaines.

Entre nos peuples, nous jouissons de liens historiques et culturels toujours plus étroits, qui s'expriment entre autres dans le domaine artistique, sportif, scientifique, environnemental. Les potentialités d'une relation commerciale fluide sont reconnues et une compréhension authentique et respectueuse bénéficierait aux intérêts de toute la région.

Toutefois, l'élément essentiel et déterminant de la relation bilatérale reste le blocus, qui vise à étrangler l'économie cubaine, dans le but de créer des pénuries et d'altérer l'ordre constitutionnel. C'est une politique cruelle qui punit les familles cubaines et la Nation tout entière.

Il consiste en un système de sanctions économiques le plus complet et le plus long jamais appliqué contre un pays quelconque. Il a été et continue d'être un obstacle fondamental au développement du pays et à la réalisation des aspirations au progrès et au bien-être de plusieurs générations de Cubains.

Comme cela a été dit pendant tant d'années dans ce même scénario, le blocus porte également gravement atteinte, par son application extraterritoriale agressive, à la souveraineté et aux intérêts de tous les pays.

Au nom du peuple cubain, je remercie l'Assemblée Générale pour son rejet quasi unanime du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à mon pays.

Mais l'action du gouvernement américain contre Cuba va plus loin. Il comprend des programmes publics et clandestins d'ingérence grossière dans nos affaires intérieures, pour lesquels il utilise des dizaines de millions de dollars qui sont officiellement approuvés dans son budget, en violation des normes et principes sur lesquels repose cette Organisation et, en particulier, de la souveraineté de Cuba en tant que nation indépendante.

Cuba reste disposée à développer une relation respectueuse et civilisée avec le gouvernement des États-Unis, sur la base de l'égalité souveraine et du respect mutuel. C'est la volonté du peuple cubain et nous savons que c'est une aspiration partagée par la majorité des citoyens américains et, en particulier, par les Cubains résidant dans ce pays.

Nous continuerons à réclamer inlassablement la fin du cruel blocus économique, commercial et financier, la restitution du territoire illégalement occupé par la base navale nord-américaine de Guantánamo et une juste compensation pour notre peuple pour les milliers de morts et de blessés et les dégâts économiques et matériels causés pendant tant d'années d'agression.

Cuba sera toujours disposée à dialoguer et à coopérer dans le respect et l'égalité de traitement. Nous ne ferons jamais de concessions qui affectent la souveraineté et l'indépendance nationale, nous ne négocierons pas nos principes et nous n'accepterons pas de conditions. Malgré le blocus, l'hostilité et les actions des États-Unis pour imposer un changement de régime à Cuba, la Révolution cubaine est là, vivante et forte, fidèle à ses principes !

M. le Président,

Le changement générationnel dans notre gouvernement ne doit pas laisser les adversaires de la Révolution se faire des illusions. Nous sommes la continuité, pas la rupture. Cuba a continué à avancer pour perfectionner son modèle de développement économique et social, dans le but de bâtir une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable. C'est le chemin que nous avons librement choisi.

Le peuple cubain ne reviendra jamais au passé honteux dont il s'est libéré avec les plus grands sacrifices, en 150 ans de lutte pour l'indépendance et la pleine dignité. Par décision de l'écrasante majorité

des Cubaines et des Cubains, nous assurerons la continuité de l'oeuvre entreprise il y a presque 60 ans.

C'est avec cette conviction que nous avons entamé un processus de réforme de la Constitution, un exercice véritablement participatif et démocratique, à travers un débat populaire sur le projet qui sera finalement approuvé par référendum. Je suis convaincu qu'il n'y aura pas de changement dans nos objectifs stratégiques et que le caractère irrévocable du socialisme sera ratifié.

Les principes de notre politique étrangère resteront inaltérables. Comme l'a dit le premier secrétaire de notre parti, Raúl Castro Ruz, dans son intervention à l'occasion du 70^e anniversaire des Nations Unies, et je cite : " la communauté internationale pourra toujours compter sur la voix sincère de Cuba face à l'injustice, aux inégalités, au sous-développement, à la discrimination et à la manipulation, et pour établir un ordre international plus juste et équitable, au centre duquel se trouve véritablement l'être humain, sa dignité et son bien-être".

La Cuba, au nom de laquelle je prends la parole aujourd'hui, est la fière continuatrice de cette politique indépendante, souveraine, fraternelle et solidaire avec les pauvres de la terre, producteurs de toute la richesse de la planète, même si le régime mondial injuste les punit de misère, au nom de mots comme démocratie, liberté et droits humains que dans la réalité les puissants ont vidé de leur contenu.

Ce fut émouvant de prendre la parole à la même tribune où, cela fait 58 ans aujourd'hui, Fidel a exprimé des vérités si fortes qu'elles nous font encore vibrer face aux représentants de plus de 190 nations qui, rejetant chantage et pression, remplissent chaque année le tableau des votes avec des symboles verts qui approuvent notre demande de fin de ce blocus.

Je prends congé avec l'espoir que les nobles aspirations de la majorité de l'Humanité finissent par se réaliser avant que de nouvelles générations ne viennent occuper ce podium en réclamant la même chose que nous revendiquons aujourd'hui et qu'hier ont réclamé nos prédécesseurs historiques.

Merci beaucoup.

Sources : Granma

Traduction : A. Arroyo pour France Cuba et la Coordination Nationale de Solidarité